

COMMUNE DE LA MEZIERE	PERMIS D'AMÉNAGER ACCORDÉ PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE
DOSSIER N° PA 035 177 21 U0002 Déposé le 05/01/2021	DESTINATAIRE Commune de La Mézière Monsieur GORIAUX Pascal 1, rue de Macéria 35520 LA MEZIERE

Demandeur :	Commune de La Mézière Monsieur GORIAUX Pascal	Objet de la demande : Aménagement d'un lotissement de 24 lots libres et 1 îlot divisible
Demeurant :	1, rue de Macéria 35520 LA MEZIERE	Surface de plancher créée par sous- destination : -
Terrain situé :	Rue de la Beauvairie 35520 LA MEZIERE Parcelles : AD0170p, AD0201, AD0202p, AD0203, AD0204, AD0205p, AD0206p (14 951 m²)	Nombre de logements créés : -

Le maire,

Vu la demande de permis d'aménager ci-dessus référencée ;
Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.421-1 et suivants, R.420-1 et suivants ;
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2131-1 et L.2131-2 ;
Vu le code du patrimoine et notamment ses articles L.524-1 et suivants relatifs au financement de l'archéologie préventive ;
Vu la loi n° 2010-1658 du 29/12/2010 de finances rectificative pour 2010 instituant la taxe d'aménagement ;
Vu la délibération du Conseil Général d'Ille-et-Vilaine en date du 10/11/2011, fixant le taux de la part départementale de la taxe d'aménagement à 1,85 % et exonérant certaines catégories de constructions ;
Vu la délibération du conseil municipal n° 2019/131 en date du 29/11/2019, fixant le taux de la part communale de la taxe d'aménagement à 5,00 % et exonérant 100 % de la surface des abris de jardin, pigeonniers et colombiers soumis à déclaration préalable ;
Vu le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Val d'Ille-Aubigné approuvé le 25/02/2020, mis à jour le 25/06/2020 ;
Vu le courrier en date du 09/04/2018 du service régional de l'archéologie, confirmant notamment la libération du terrain de toute contrainte archéologique, joint à la présente décision ;
Vu l'avis d'EBR en date du 11/01/2021 et d'ENEDIS en date du 22/01/2021, joints à la présente décision ;
Vu l'avis du S.I.A du 30/03/2021, joint à la présente décision

ARRÊTE

Article 1

La demande de permis d'aménager est accordée.

Article 2

Le nombre maximum de lots projetés est de 28 (24 lots libres et 1 îlot divisible en 4 lots).

La surface de plancher maximale dont la construction est autorisée dans l'ensemble du lotissement est de 5 190 m², la répartition s'effectuant suivant le tableau joint au règlement du lotissement.

Article 3

Le lotisseur est autorisé à procéder à la vente ou à la location des lots à compter de l'achèvement des travaux d'aménagement du lotissement, hormis les travaux de finition (article R442-13 du code de l'urbanisme).

Les travaux de finitions devront être achevés dans un délai de quatre ans à compter du démarrage des travaux d'aménagement du lotissement.

Article 4

Le permis d'aménager ne peut pas être mis en œuvre avant la décision d'acceptation relative à la déclaration effectuée au titre de la loi sur l'eau (article L425-14 du code de l'urbanisme).

Fait à La Mézière

Le : - 1 AVR. 2021

Date d'affichage en mairie de l'avis
de dépôt de la demande : - 8 JAN. 2021
Décision et dossier transmis en préfecture le :

- 2 AVR. 2021



Gilbert LEPORT

Caractère exécutoire de la décision : Le permis de construire ou d'aménager est exécutoire à compter de sa notification au demandeur et de sa transmission au préfet dans les conditions définies aux articles L2131-1 et L2131-2 du code général des collectivités territoriales (article L424-7 du code de l'urbanisme).

Le permis de démolir explicite est exécutoire quinze jours après sa notification au demandeur et, s'il y a lieu, sa transmission au préfet. Le permis de démolir tacite est exécutoire quinze jours après la date à laquelle il est acquis (article L424-9 et R452-1 du code de l'urbanisme).

INFORMATIONS À LIRE ATTENTIVEMENT

Le(s) bénéficiaire(s) du permis peut (peuvent) commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une Déclaration d'Ouverture de Chantier (DOC) – CERFA n°13407 disponible à la mairie ou sur le site www.service-public.fr ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet (modèle de panneau devant se conformer aux dispositions des articles A424-15 à A424-19 du code de l'urbanisme).

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R424-17 du code de l'urbanisme, le permis est périmé si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

En cas de recours contre le permis, le délai de validité est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. Il en va de même, en cas de recours contre une décision prévue par une législation connexe donnant lieu à une réalisation différée des travaux dans l'attente de son obtention.

Attention : le permis n'est définitif qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le bénéficiaire du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours ;
- dans le délai de trois mois suivant la date du permis, la mairie peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le(s) bénéficiaire(s) du permis et de lui (leur) permettre de répondre à ses observations. Passé ce délai de trois mois, le permis ne peut être retiré que sur demande expresse de son (ses) bénéficiaire(s).

Le permis est délivré sous réserve du droit des tiers :

Il vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Il ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si le permis respecte les règles d'urbanisme.

Obligation(s) du (des) bénéficiaire(s) du permis :

Lorsque le projet porte sur des travaux de construction, le(s) bénéficiaire(s) doit (doivent) souscrire l'assurance de dommages prévue par l'article L242-1 du code des assurances.